



Conseil de
l'Union européenne

Bruxelles, le 13 octobre 2015
(OR. en)

12901/15

COPEN 266
EUROJUST 175
EJN 84

NOTE

Origine:	M. Sebastian Jeckel, Représentation permanente de la République fédérale d'Allemagne auprès de l'Union européenne
en date du:	11 septembre 2015
Destinataire:	Mme Christine Roger, Directeur général, Conseil de l'Union européenne
Objet:	Décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée - Notification de la République fédérale d'Allemagne

Madame,

Les dispositions de la décision-cadre 2008/841/JAI du Conseil du 24 octobre 2008 relative à la lutte contre la criminalité organisée (JO L 300 du 11.11.2008, p. 42), figurant à l'annexe 1, sont transposées par les dispositions nationales figurant à l'annexe 2. Le libellé des textes juridiques correspondants fait l'objet d'une notification séparée.

Je souhaiterais par ailleurs porter les points ci-après à votre attention.

Article 1^{er} (Définitions)

Le terme "organisation criminelle" défini à l'article 1^{er} de la décision-cadre ne correspond pas tout à fait au terme "organisation" visé à l'article 129 du code pénal allemand (*Strafgesetzbuch*, StGB) intitulé "Formation d'organisations criminelles", lequel transpose pour l'essentiel la décision-cadre. Conformément à la jurisprudence relative à l'article 129 du StGB, par "organisation" au sens de cette disposition, on entend exclusivement:

- une organisation structurée, établie dans le temps,
- d'au moins trois personnes,
- qui, en subordonnant la volonté individuelle à la volonté collective,
- poursuit des objectifs communs et
- dont les interactions sont telles que ses membres considèrent qu'ils forment un groupe unifié.

Il ressort de cette définition que, par exemple, des groupes organisés de manière hiérarchique qui se contentent de mettre en œuvre la volonté d'un dirigeant autoritaire mais ne présentent pas d'"identité de groupe" ne relèvent pas de l'article 129 du StGB. Par ailleurs, conformément à la jurisprudence, l'article 129 du StGB fixe des exigences plus strictes en ce qui concerne le niveau d'organisation que la décision-cadre, qui indique explicitement qu'une organisation n'a pas nécessairement de rôles formellement définis pour ses membres, de continuité dans sa composition ou de structure élaborée. Le libellé de l'article 129 du StGB ne fait pas obstacle à une définition plus large. Néanmoins, compte tenu de la jurisprudence constante de la Cour fédérale de justice (qui, en ce qui concerne la décision-cadre, estime qu'il est nécessaire de légiférer), il est suggéré d'adapter explicitement, par disposition législative, le terme "organisation criminelle" visé à l'article 129 du StGB à la définition visée à l'article 1^{er} de la décision-cadre.

Article 2 (Infractions relatives à la participation à une organisation criminelle)

À l'article 129 du StGB, l'Allemagne transpose l'article 2, point a), de la décision-cadre de telle manière que la transposition de l'article 2, point b), est inutile.

Article 3, paragraphe 2 (Sanctions)

Pour de nombreux actes relevant typiquement de la criminalité organisée, le caractère "organisé" de la commission de ces actes dans le cadre d'un "gang" se traduit généralement par des sanctions plus lourdes. Dès lors, vous trouverez également ci-joint un aperçu des éléments constitutifs des infractions pertinents à cet égard (annexe 2). Le libellé des textes juridiques correspondants fait l'objet d'une notification séparée.

Article 7, paragraphe 3 (Compétence et coordination des poursuites)

L'article 7, paragraphe 3, de la décision-cadre (concernant un "État membre qui, en vertu de sa législation, n'extrade ou ne remet pas encore ses ressortissants") ne s'applique plus à l'Allemagne, étant donné l'article 80, paragraphes 1 et 2, de la loi sur l'entraide judiciaire en matière pénale (*Gesetz über die internationale Rechtshilfe in Strafsachen*, IRG).

(formule de politesse)

(signature)
